



Le Temps,

François Hauter

Publié mardi 11 octobre 2016 à 16:33.

Perspective

Massivement surveillées, nos sociétés sont entrées dans l'ère post-démocratique.

Banalisation de la surveillance tous azimuts, méfiance vis-à-vis de tout un chacun au nom de la sécurité d'Etat, crainte du terrorisme: tous ces paramètres définissent

le monde post-démocratique, qui se veut mondialisé et se prétend «international», dans lequel nous vivons

Par touches successives, nos chères démocraties se métamorphosent sous nos yeux, devenant moins tolérantes, plus sécuritaires et intrusives. En Suisse, en Israël ou aux Etats-Unis, pour ne citer que trois républiques exemplaires, les citoyens acceptent des discours électoraux, des projets de lois ou des incursions quotidiennes dans leur intimité, inconcevables il y a vingt ans seulement. Un ordre post-démocratique s'installe partout en Amérique du Nord et en Europe.

Les libertés individuelles, une peau de chagrin

Il n'a rien de commun avec celui des sociétés ne respectant pas les droits individuels, comme c'est le cas dans la plupart des pays arabes, en Chine ou en Russie. Mais les libertés individuelles se restreignent également chez nous.

La faute bien sûr à une terre peuplée de 7 milliards d'humains – bientôt 9 milliards – qui, après les guerres mondiales, la bombe atomique et la fin des utopies meurtrières, ne peut plus se penser ni se gérer comme nos 650 millions d'aïeux, à l'époque du Siècle des Lumières, de Voltaire ou de Rousseau. L'individu est désormais prié de se conformer à des règles normatives resserrées: essayez de fumer une cigarette sur une plage, et cela sans même porter de burkini, vous serez verbalisé. Refusez de vous soustraire à une fouille dans un aéroport, vous serez arrêté. Poussez une pointe de vitesse sur l'autoroute, vous serez emprisonné. Au nom de la coexistence harmonieuse entre des individus très nombreux, les actes déviants de la vie quotidienne ne sont plus tolérés.

La faute à la sophistication de nos sociétés

La faute aussi à la sophistication de nos sociétés, qui rend nos démocraties ultra-sensibles aux incidents techniques ou aux moindres menaces. Imaginez le désarroi des 1,2 milliard d'utilisateurs de «téléphones intelligents» si une panne les privait soudainement de l'usage des satellites. Plus simplement, coupez l'eau et l'électricité dans n'importe laquelle de nos cités, nous revoilà à la case Moyen Age. Hier, c'était un avion de ligne d'Air France, pourtant d'une technologie ultra-sophistiquée, qui n'a pas pu décoller: une souris s'était introduite à bord.

La faute aux technologies intrusives

La faute enfin à ces technologies intrusives que nous n'avons pas vu arriver, éblouis par les facilités offertes par l'Internet. Quelle sorte de vie privée pouvons-nous encore revendiquer lorsque nous confions nos photos à l'impénétrable société privée Google, qui les trie automatiquement en fonction des dates, des reconnaissances de nos lieux de vacances, des visages de nos proches ou de ceux de nos amis reconnus par des algorithmes? Lequel de nos Etats contrôle ce Google, devenu un monstre intouchable? Avec Facebook, il accapare déjà 75% de la publicité sur l'Internet, tuant à coup sûr les ressources de la presse libre. De quelle sorte d'information, soi-disant «gratuite», devons-nous nous contenter, demain dans nos démocraties?

Dans le paysage urbain uniforme et parfaitement réglé dans lequel nous vivons si confortablement, nous tolérons ces limitations de nos libertés individuelles, nous les considérons comme un mal nécessaire. Car de fait, jamais nos démocraties évoluées n'ont été aussi fragilisées par l'abîme nous séparant du reste du monde.

Et en Chine, en Russie?

Les régimes totalitaires chinois ou russe ne subsistent qu'avec l'organisation de puissants appareils de propagande, qui font d'un militarisme aventureux et de la lutte contre l'Occident le ciment de leurs nationalismes hasardeux. L'incurie, la corruption, voire le cynisme de certains dictateurs africains et moyen-orientaux jettent à la mer des millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Les fous de Dieu précipitent l'islam dans des guerres de religion d'un autre âge et condamnent leurs victimes à l'errance sur les routes menant à l'Europe. Par-dessus tout, la pauvreté reste le lot du tiers de la population mondiale (2,2 milliards d'humains, selon de PNUD, le Programme des Nations unies pour le développement). Les migrants, chassés par les guerres ou la misère, représentent 230 millions de personnes, jamais ils n'ont été si nombreux. Pas étonnant que le thème de l'immigration du Sud vers le Nord de la planète soit devenu le catalyseur de toutes les peurs dans nos sociétés démocratiques, permettant à des agitateurs comme Donald Trump, Christoph Blocher ou Marine Le Pen de jouer sur des fantasmes d'«invasions» auprès de nos concitoyens les moins bien informés.

Le péril terroriste

Plus tangible et redoutable pour nos démocraties est le péril terroriste. Même la Suisse pacifique doit s'y préparer en renforçant les capacités d'intervention de ses services secrets, bref en se mettant à la page de ce qui se passe aux Etats-Unis, en France ou en Allemagne. C'est une étape déplaisante, mais nécessaire. Aujourd'hui, des terroristes peuvent se déplacer en toute impunité dans notre pays. Les moyens de les localiser et de les intercepter sont incontestablement nécessaires. Cela passe par une surveillance des communications. Et cela peut aller très loin.

Nous le savons depuis 2013 et les révélations d'Edward Snowden, le programme PRISM de la National Security Agency (NSA) ne protège pas davantage Angela Merkel, François Hollande, vous ou moi, des grandes oreilles américaines. Ces méthodes sont généralisées. Les régimes autoritaires, de Pékin jusqu'à Ankara, se servent de ces outils pour embastiller leurs forces d'opposition. Nous pouvons croire que dans nos pays, ces pratiques visent uniquement les individus dangereux et les voyous de l'Internet. Ils sont nombreux, de ceux qui piègent nos adolescents jusqu'aux pirates du «darknet» qui prennent des comptes bancaires en otage, ne les libérant que moyennant le paiement d'une rançon. Il n'empêche: personne dans une démocratie n'est plus à l'abri d'une écoute de la part de son propre gouvernement, même lorsque son téléphone portable est éteint. C'est inédit dans l'histoire de l'humanité.

Ce qui définit les sociétés post-démocratiques

Cette banalisation de la surveillance tous azimuts, bref de la méfiance vis-à-vis de tout un chacun, définit le monde post-démocratique, qui se veut mondialisé et se prétend «international». Dans cet univers lissé contemporain, les architectures des villes, les modes et les comportements doivent être semblables, conformes, pour être acceptables. Moins d'aspérités entre individus parlant tous l'anglais, moins de personnalités divergentes autour

d'un consensus social généralisé: dans l'ordre post-démocratique, nous ne mesurons pas vraiment ce que nous gagnons à devenir plus universels, mais aussi plus communs.

François Hauter, ancien rédacteur en chef au *Figaro*, écrivain franco-suisse, est l'auteur de *Planète chinoise*, de *Chroniques d'Amérique* (Carnet Nord), du *Le Bonheur d'être Français* (Fayard).